

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEWEN

Les Basses Landes
22100 Taden

Références : 2025.011
Code AIOT : 0005500440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement DEWEN implanté 6 LES LANDES BASSES 22100 TADEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection et dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction. La ligne 1 d'incinération était en arrêt technique pour maintenance annuelle au moment de la visite d'inspection. Des travaux de reprise d'exploitation (amélioration des conditions d'exploitation) prévus dans le porter à connaissance en date du 2 février 2024 étaient en cours lors de l'inspection. Ces modifications non notables concernent notamment les travaux suivants:

- le remplacement du convoyeur de mâchefers sur une surface étanche,
- le déplacement du local ammoniac,
- le déplacement du silo de REFIOM,

- le remplacement de la cuve GNR,
- la défense incendie (ajout de 2 cuves de 385 m³ pour garantir l'extinction de la fosse de déchets ainsi qu'une bâche souple de 240 m³ et l'augmentation du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEWEN
- 6 LES LANDES BASSES 22100 TADEN
- Code AIOT : 0005500440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement procède à l'incinération d'ordures ménagères et de déchets non dangereux (encombrants, déchets d'origine industrielle et commerciale).

Le site relève de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature. A ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dites "IED".

Cette activité est principalement réglementée par:

- l'arrêté préfectoral du 29/11/2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/08/2013,
- l'arrêté ministériel du 12/01/2021 relatif aux installations IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Conformément à la réglementation, l'exploitant a fait procéder à l'étalonnage (AST) des analyseurs en continu des lignes 1 et 2. Ce rapport a été transmis à l'inspection par courriel du 12/12/2024.

Le rapport AST de la ligne 1 met en évidence la non-validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors du test QAL2 pour le paramètre NOx. Le rapport AST de la ligne 2 met en évidence la non-validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors du test QAL2 pour le paramètre NOx et la non-conformité du test de la variabilité pour le paramètre SO₂. **L'exploitant doit indiquer quelles sont les mesures correctives envisagées sur ce point.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
2	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet
3	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
4	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non-conformité relevée n'est pas de nature à entraîner des mesures administratives.

En effet, malgré un dépassement important de la concentration en cadmium et thallium mise en évidence lors du 1er contrôle semestriel de la ligne 2, la contre-mesure puis le contrôle inopiné font apparaître par la suite des concentrations à l'émission conformes sur ces paramètres.

L'inspection demande cependant que l'exploitant transmette les résultats des contrôles semestriels dès leur réception et que pour les prochains contrôles, les résultats soient évalués (pour ces paramètres) sur 3 essais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un mono-flux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée,

comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

Constats :

Les 2 lignes d'incinération de l'usine sont équipées d'un analyseur en continu de la teneur en mercure des fumées.

Un compteur d'indisponibilités de l'analyseur a été mis en place pour chacune de ces lignes.

Sur la période de janvier à fin novembre 2024, la durée d'indisponibilité des analyseurs de mercure enregistrée atteint 16h00 pour la ligne 1 et de 19h30 pour la ligne 2.

Les durées des indisponibilités présentées n'atteignent pas la durée maximale de 500h cumulées sur une année au 6 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

Durant la phase R-EOT (fonctionnement de l'installation avec combustion de déchets) les concentrations en polluants sont analysées en continu aussi bien en période NOC (fonctionnement normal) qu'en période OTNOC (période autre que normale de fonctionnement) à l'exception des périodes d'indisponibilités des analyseurs faisant l'objet d'un enregistrement spécifique et comptabilisé en OTNOC.

Les périodes de dérives et leur détection sont automatiquement enregistrées. Elles incrémentent le compteur OTNOC du dispositif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Par courriel du 05/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de gestion des OTNOC ainsi que le cadre de programmation des conditions NOC (normales de fonctionnement) et OTNOC (autres que normales de fonctionnement).

Ce cadre de programmation fixe une durée maximale d'OTNOC cumulée sur l'année de 250h par ligne ainsi que 14 conditions OTNOC dont les suivantes ont fait l'objet d'approfondissement:

- by-pass filtre à manche,
- injection ammoniac,
- taux d'oxygène bas.

Le plan de gestion des OTNOC recense l'ensemble des défaillances pouvant conduire à une dérive des émissions atmosphériques du four. Ce plan dresse également:

- la liste de leurs causes,
- les moyens pour les détecter,
- les mesures de préventions
- la maintenance corrective nécessaire à la gestion de l'OTNOC correspondante.

Dans le cadre du contrôle par sondage des OTNOC susvisées, il a été constaté que l'exploitant procédait à un contrôle et un enregistrement des paramètres de détection des défaillances (taux O₂, delta pression) de manière régulière.

Il a par ailleurs été ajouté que des opérations de maintenance préventive spécifiques étaient organisées pour éviter les dérives. La gestion de la maintenance n'a pas fait l'objet de vérification. Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué évaluer mensuellement les OTNOC survenues lors du fonctionnement des fours et avoir mis à jour leur plan de gestion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre le plan de gestion des OTNOC mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, la ligne 1 était en arrêt technique pour maintenance annuelle.

Mesures en continu

Le report des données de l'analyseur de la ligne 2 présentait lors du contrôle des concentrations demi-heures conformes aux valeurs limites en NOC (conditions normales de fonctionnement). La moyenne des valeurs demi-heure mesurées pour le mercure était de 3.8 µg/Nm³ pour une teneur autorisée de 20 µg/Nm³.

Lors de l'inspection, aucune OTNOC n'était reportée en salle de contrôle pour la journée commencée.

Les résultats de l'autosurveillance pour les paramètres suivis en continu présentent pour les 2 lignes jusqu'au mois de novembre:

- des concentrations journalières conformes aux valeurs limites d'émissions
- aucune période d' indisponibilité des analyseurs

Mesures en semi-continu (dioxines/furanes et PCB type dioxines)

Concernant la surveillance en semi-continu des dioxines furanes, les résultats transmis à l'inspection ne présentent pas de non-conformité.

La valeur maximale mesurée sur la période comprise entre le mois de janvier et le mois d'octobre est de 0.0574 ng/Nm³ pour la ligne 1 et de 0.0152 ng/Nm³ pour la ligne 2.L'exploitant procède également au suivi des PCB type dioxines pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est imposée. La valeur maximale mesurée au mois de mai au titre de l'année 2024 (ligne 1: 0.0146 ng/Nm³ et ligne 2: 0.0032 ng/Nm³).

Contrôles semestriels par un organisme accrédité

Le contrôle du 2ème semestre (contrôle inopiné) réalisé en octobre présente des concentrations à l'émission conformes aux valeurs réglementaires. Le rapport des analyses effectuées au 1er semestre a été transmis par courriel du 12/12/2024, suite à la visite d'inspection. Il fait apparaître le dépassement de la concentration et du flux des émissions de cadmium et thallium. Les résultats des teneurs sur quelques polluants spécifiques sont repris dans le tableau ci-dessous:

	VLE	Ligne1 le 12/06	Ligne2 le 17/04 c o n t r e - mesure 13/06	Ligne1 le 22-24/10	Ligne2 le 22-24/10
--	-----	--------------------	---	-----------------------	-----------------------

P C B t y p e d i o x i n e s (en ng/Nm ³)	/	8,710 ⁻⁴	8,4.10 ⁻⁴	5,5.10 ⁻⁶	9.10 ⁻⁴
Dioxines/furanes (en ng/Nm ³)	0,08	1,36.10 ⁻²	7,8.10 ⁻³	8,4.10 ⁻³	1,1.10 ⁻³
Cd+Tl (en mg/Nm ³)	0,02	3,38.10 ⁻⁴	1,29.10 ⁻¹ (contre mesure: 2,7.10 ⁻⁴)	0,16	1,5.10 ⁻²
Hg (en mg/Nm ³)	0,02	1,77.10 ⁻³	3,42.10 ⁻³	4,2.10 ⁻³	1,5.10 ⁻²

L'inspection n'a pas été alertée par l'exploitant du dépassement de la valeur limite d'émission sur la somme du cadmium et du thallium dans le cadre du contrôle semestriel. Le flux de cadmium et thallium évalué pour ce prélèvement est de 0.0984 kg/j pour 0.06 kg/j autorisé. Cependant, il convient de noter que les résultats pour ces paramètres de la contre-mesure ainsi que le contrôle inopiné postérieurs sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser les circonstances du prélèvement effectué le 17 avril 2024 qui pourraient expliquer les résultats obtenus lors du contrôle semestriel de la ligne 2. Par ailleurs, dans la mesure où la teneur en cadmium et thallium du prélèvement n'était pas < à 20% de la VLE, la contre-mesure aurait dû comprendre 3 essais, dans le cadre du respect de l'arrêté du 11 mars 2010 modifié portant modalité d'agrément des laboratoires. L'exploitant doit veiller à l'application de ces dispositions dans le cadre des contrôles effectués semestriellement. L'inspection demande qu'à l'avenir les résultats des contrôles semestriels lui soient transmis dès leur réception.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

Constats :

Les effluents industriels sont constitués des effluents issus du process d'épuration des fumées et des eaux de la plateforme de maturation des mâchefers. Ils transitent dans 3 lagunes de

décantation avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux communale aboutissant à la station d'épuration.

Les résultats d'analyse des effluents industriels en sortie de lagune présentent un dépassement de la valeur du pH autorisée sur 3% des valeurs mesurées sur la période du mois de janvier 2024 au mois de septembre 2024. Les dépassements, dont la valeur maximale relevée s'élève à 10.68, est constaté en période estivale.

D'après l'exploitant, cette dérive du pH s'explique par la nécessité d'arrosage des mâchefers pour le bon processus de maturation.

Le site dispose d'un moyen de régulation du pH par déclenchement manuel en sortie de lagune avant rejet vers la station d'épuration.

Les résultats des mois de septembre sont conformes aux valeurs réglementaires.

Dans le cadre de la demande d'autorisation déposée, la société DEWEN projette des modifications de la gestion des eaux du site de manière à ne plus rejeter d'eau industrielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant explicite les dépassements constatés et propose les mesures nécessaires pour satisfaire les dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2023 dans l'attente des modifications projetées sur la gestion des eaux du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois